

Contribution de l'AG de LILLE1 à la 8^{ème} Coordination Nationale des Universités.

Suite à la journée d'action nationale du 02/04, le mouvement ne s'essouffle pas dans notre région (Lille, littoral et Artois).

Toutes les actions lilloises sont répertoriées sur <http://greve.univ-lille1.fr>

L'AG de Lille1 réunie ce vendredi 03/04, adhère au constat fait par l'AG de l'université d'Amiens suivant: Les motions votées par les diverses CNU depuis le 22 janvier étant suffisamment nombreuses, claires et variées, nous vous demandons de concentrer vos travaux sur un programme d'actions nationales.

Ne pas oublier de communiquer sur l'ensemble des revendications dont la revalorisation salariale contenues dans les motions précédentes (par exemple, aucun salaire en dessous de 1600euros).

L'AG de Lille1 demande à ce qu'apparaisse dans l'une de ses motions (au moins dans son esprit) ce qui suit :

Institutionnellement la ministre, de part sa fonction, est responsable du bon fonctionnement du service public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Par son refus de revenir sur les réformes, (autrement que par d'apparents retournements de position, de calendrier...), elle prend une part non négligeable de responsabilité dans les conséquences du mouvement actuel en termes pédagogiques et scientifiques. Un impact de plus en plus préjudiciable au fil des semaines de mobilisation à la qualité des diplômés et de la recherche française.

Méthodologie et prospectives :

Prendre acte des 9 semaines de mouvement qui risque de déboucher sur l'arrêt par pourrissement (stratégie du gouvernement) ou sa transformation, faute d'être entendue, en mouvement permanent de protestation, simultanée avec la reprise de nos activités 'habituelles' (exemple du mouvement des sans-papiers). La situation est si grave qu'il faut éviter d'en arriver là. Il s'agit de mener une action forte et légitime.

L'AG demande à la coordination, si possible, de bien expliciter quelques actions 'nationales' fortes et en effectuer une réelle coordination sans remettre en cause les actions locales multiformes qui pourraient devenir nationales, éventuellement.

Elle propose donc :

- de supprimer le communiqué du matin ou d'y consacrer moins de temps,
- de fonctionner par ULTIMATUM pour UNE action ferme : ce qui permet de lier la réalisation de l'action à la non satisfaction de nos revendications par les ministères de tutelle.
- De définir une stratégie, un outil pour mesurer et recenser nos capacités à bloquer le système (administrativement). Comme ' je démissionne' ou 'cesse mes activités administratives' ou autres.

Propositions d'actions nationales.

- avoir une journée identifiée par semaine, changeant dans la semaine, avec blocage le jour de manif. Pour avoir un maximum d'universités mobilisées et s'inscrire dans la durée.
- Participation massive au cortège du 1^{er} mai.
- Définir et annoncer dès cette semaine une manifestation centrale à Paris entre le 10 et le 15 mai, permettant un délai de mise en œuvre (recherche de financement). Pour marquer l'importance de l'action : prévoir peut être une motion donnant une date pour la manif centrale Paris
- Jury du bac : faire postuler aux présidences des actifs du mouvement qui démissionneront au pied levé le jour même de la tenue du jury. A ne pas annoncer ou à annoncer pour le bluff.
- NON aux chaires mixtes : pas seulement rendre les postes en 2009 mais les transformer en postes de maîtres de conférences.